

Mise à jour des conditions générales des contrats de raccordement		
Mise à jour des procédures de raccordement		
	Juin 2017	Version 1

Objet de la fiche

La CRE a approuvé lors de sa délibération du 20 avril 2016 les Conditions Générales des :

- Contrats de Raccordement et de Livraison à destination des clients industriels
- Contrats d'interface Raccordement et de Livraison à destination des gestionnaires de réseau de distribution
- Contrats de Raccordement et d'Injection à destination des producteurs de biométhane

Lors de sa délibération du 25 avril 2013, la CRE a approuvé les procédures de Raccordement au réseau de Transport de GRTgaz « Quelle démarche pour vous raccorder ? » pour les clients industriels, les gestionnaires de réseau de distribution et les producteurs de biométhane.

Cette fiche présente les propositions d'évolutions de ces documents, notamment afin :

- d'intégrer les évolutions tarifaires liées à la « Remise Développement » introduite par la délibération de la CRE du 15 décembre 2016,
- de prendre en compte l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 concernant le droit des contrats ainsi que le régime général et la preuve des obligations.

Sommaire

Objet de la fiche	1
I. Évolutions des Conditions Générales pour les clients industriels	3
I.1. Définitions	3
I.2. Article 4.3.3 Exploitation et Maintenance Courante du (des) Poste(s) de Livraison	3
I.3. Article 5.2 Droit sur le Terrain	3
I.4. Article 9 Capacité des ouvrages de raccordement.....	3
I.5. Article 12.1 Durée du Contrat	4
I.6. Article 12.10 Cession des droits et obligations.....	4
II. Évolutions de la procédure de raccordement à destination des clients industriels	4
III. Évolutions des Conditions Générales pour les clients producteurs de biométhane	4
III.1. Article 13.1 Durée du Contrat	4
III.2. Article 13.9 Cession des droits et obligations.....	4
IV. Évolutions des Conditions Générales pour les Distributeurs	5
IV.1. Article 1 : Définitions	5
IV.2. Article 4.7.3 Exploitation et Maintenance Courante du (des) Poste(s) de Livraison	5
IV.3. Article 9 Capacité des ouvrages de raccordement.....	5
IV.4. Article 14.1 Durée du Contrat	5
IV.5. Article 14.10 Cession des droits et obligations.....	5
V. Évolutions de la procédure de raccordement à destination des clients Distributeurs	6

I. Évolutions des Conditions Générales pour les clients industriels

En annexe 1, vous trouverez l'ensemble des évolutions apportées aux Conditions Générales du 1^{er} avril 2016 pour les clients industriels.

Les principales évolutions apportées aux Conditions Générales du Contrat de Raccordement et de Livraison approuvées par la CRE au 1^{er} avril 2016 portent sur les articles suivants :

I.1. Définitions

- La définition **Débit Horaire de Dimensionnement (DHD)** est supprimée des Conditions Générales. Cette notion avait été introduite dans les CG de 2016 et devait être calculée lors de la construction d'un nouveau poste de livraison. Elle était surtout utile pour les GRD qui connaissent des évolutions successives des consommations sur certains postes de livraison. Au vu des difficultés de mise en œuvre et après discussion en Concertation cette notion est supprimée.
- Ajout d'une nouvelle définition : **Débit Horaire Maximal Temporaire (DHMT)** : « *Débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels qu'installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMT est déterminé à partir de conditions d'exploitation spécifiques du Poste de Livraison. Il est défini pour une période initiale de deux ans précisée aux Conditions Particulières.* »

I.2. Article 4.3.3 Exploitation et Maintenance Courante du (des) Poste(s) de Livraison

Suppression du paragraphe lié à la convention relative à l'accès et aux interventions sur le(s) Poste(s) de Livraison.

« Une convention relative à l'accès et aux interventions sur le(s) Poste(s) de Livraison peut compléter le cadre des interventions du Client sur le(s) Poste(s) de Livraison. Elle est jointe aux Conditions Particulières et vaut accord de GRTgaz pour que les représentants ou préposés compétents et formés, désignés par le Client, interviennent sur le(s) Poste(s) de Livraison dans les conditions qu'elle fixe. »

Cette convention sera établie si nécessaire par l'exploitant de GRTgaz. Elle sera gérée indépendamment du Contrat de Raccordement.

I.3. Article 5.2 Droit sur le Terrain

Ajout d'un paragraphe précisant les obligations du client industriel dans le cas où celui-ci ne serait pas propriétaire du terrain qu'il met à disposition de GRTgaz pour implanter les ouvrages de raccordement.

« Dans les cas où, pour réaliser les opérations visées aux articles 4.1 et 4.3 des Conditions Générales, GRTgaz intervient sur un terrain n'appartenant pas au Client mais étant mis à disposition de GRTgaz par le Client ; ce dernier garantit GRTgaz contre les conséquences pécuniaires de tout recours de tiers ayant pour fondement une atteinte de GRTgaz aux droits dudit tiers à raison des droits consentis. »

I.4. Article 9 Capacité des ouvrages de raccordement

- **Suppression de l'article 9.1** Dimensionnement des ouvrages de raccordement car la définition de DHD est supprimée.
- **Article 9.2** Débit Horaire Maximal et Minimal **devient l'article 9.1**. Ajout d'un paragraphe qui permet de préciser aux clients que si les conditions d'exploitation évoluent et que celles-ci impactent le DHMax du Client alors GRTgaz fera le nécessaire pour garantir le DHMax. Si des modifications sont à apporter au poste de livraison pour garantir le DHMax. Elles seront alors à la charge de GRTgaz.

« Si des changements dans les conditions d'exploitation du Réseau de Transport modifient de façon significative les moyens à mettre en œuvre par GRTgaz pour assurer la valeur du Débit Horaire Maximal mentionnée aux Conditions Particulières, GRTgaz s'engage à notifier au Client les conséquences de ces changements, le plus tôt possible et au plus tard 24 (vingt-quatre) mois avant la prise d'effet de ces nouvelles conditions d'exploitation. GRTgaz propose alors au Client de se rencontrer pour appliquer les dispositions prévues à l'article 9.3 des Conditions Générales.

Le coût éventuel des modifications à apporter au(x) Poste(s) de Livraison est à la charge de GRTgaz. Ces modifications sont prises en compte par voie d'avenant au Contrat. »

- **Article 9.3** Compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les besoins du Client **devient l'article 9.2**. Précision dans le cas où le client bénéficie d'un DHMT de l'évolution possible à l'issue des 2 ans.

I.5. Article 12.1 Durée du Contrat

L'utilisation du terme « prolongation » tel qu'envisagé dans le contrat n'est pas conforme à l'esprit des dispositions de l'ordonnance N°2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats ; il est remplacé par le terme « prorogation ».

I.6. Article 12.10 Cession des droits et obligations

L'article est remplacé par la rédaction suivante afin d'être conforme à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 concernant le droit des contrats :

« Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

La cession doit être constatée par écrit, à peine de nullité.

Chaque Partie consent par avance à ce que l'autre Partie cède ses droits et obligations au titre du Contrat à une société qui lui est liée, sous réserve d'en être informée au préalable et par écrit par courrier recommandé avec accusé de réception. La cession du Contrat produit effet à l'égard de la Partie cédée lorsque le contrat de cession lui est notifié ou lorsqu'elle en prend acte.

Est considéré comme société liée à une autre société, toute société sous le contrôle de ladite société, toute société contrôlant ladite société et toute société sous le contrôle de la même société que ladite société, au sens donné à ces termes par les articles L.233-1 à L.233-4 du code de commerce. »

II. Évolutions de la procédure de raccordement à destination des clients industriels

Les principales évolutions apportées à la procédure de raccordement approuvée par le CRE le 25 avril 2013, portent sur l'intégration des dispositions liées à la remise développement suite à la délibération tarifaire du 15 décembre 2016 et sur une précision quant à l'échéancier type proposé par GRTgaz lorsque le client paie la mise à disposition des ouvrages de raccordement au comptant.

III. Évolutions des Conditions Générales pour les clients producteurs de biométhane

III.1. Article 13.1 Durée du Contrat

L'utilisation du terme « reconduction » tel qu'envisagé dans le contrat n'est pas conforme à l'esprit des dispositions de l'ordonnance N°2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats ; il est remplacé par le terme « prorogation ».

III.2. Article 13.9 Cession des droits et obligations

L'article est remplacé par la rédaction suivante afin d'être conforme à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 concernant le droit des contrats :

« Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

La cession doit être constatée par écrit, à peine de nullité.

Chaque Partie consent par avance à ce que l'autre Partie cède ses droits et obligations au titre du Contrat à une société qui lui est liée, sous réserve d'en être informée au préalable et par écrit par courrier recommandé avec accusé de réception. La cession du Contrat produit effet à l'égard de la Partie cédée lorsque le contrat de cession lui est notifié ou lorsqu'elle en prend acte.

Est considéré comme société liée à une autre société, toute société sous le contrôle de ladite société, toute société contrôlant ladite société et toute société sous le contrôle de la même société que ladite société, au sens donné à ces termes par les articles L.233-1 à L.233-4 du code de commerce. »

IV.Évolutions des Conditions Générales pour les Distributeurs

Les principales évolutions apportées aux Conditions Générales du Contrat d'Interface Raccordement et de Livraison approuvées par le CRE au 1^{er} janvier 2017 portent sur les articles suivants :

IV.1. Article 1 : Définitions

- La définition **Débit Horaire de Dimensionnement (DHD)** est supprimée des Conditions Générales. Cette notion avait été introduite dans les CG de 2017 et devait être calculée lors de la construction d'un nouveau poste de livraison. Elle était surtout utile pour les GRD qui connaissent des évolutions successives des consommations sur certains postes de livraison. Au vu des difficultés de mise en œuvre et après discussion en Concertation cette notion est supprimée.
- Ajout d'une nouvelle définition : **Débit Horaire Maximal Temporaire (DHMT)** : « Débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels que installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMT est déterminé à partir de conditions d'exploitation spécifiques du Poste de Livraison. Il est défini pour une période initiale de deux ans précisée aux Conditions Particulières. »

IV.2. Article 4.7.3 Exploitation et Maintenance Courante du (des) Poste(s) de Livraison

Suppression du paragraphe lié à la convention relative à l'accès et aux interventions sur le(s) Poste(s) de Livraison.

« Une convention relative à l'accès et aux interventions sur le(s) Poste(s) de Livraison peut compléter le cadre des interventions du Client sur le(s) Poste(s) de Livraison. Elle est jointe aux Conditions Particulières et vaut accord de GRTgaz pour que les représentants ou préposés compétents et formés, désignés par le Client, interviennent sur le(s) Poste(s) de Livraison dans les conditions qu'elle fixe. »

Cette convention sera établie si nécessaire par l'exploitant de GRTgaz. Elle sera gérée indépendamment du Contrat de Raccordement.

IV.3. Article 9 Capacité des ouvrages de raccordement

- **Modification de l'article 9.1** suppression de la notion de Dimensionnement des ouvrages de raccordement car la définition de DHD est supprimée.
- **Article 9.2** Débit Horaire Maximal et Minimal **devient l'article 9.1**. Ajout d'un paragraphe qui permet de préciser aux clients que si les conditions d'exploitation évoluent et que celles-ci impactent le DHMax du Client alors GRTgaz fera le nécessaire pour garantir le DHMax. Si des modifications sont à apporter au poste de livraison pour garantir le DHMax ; elles seront alors à la charge de GRTgaz.

« Si des changements dans les conditions d'exploitation du Réseau de Transport modifient de façon significative les moyens à mettre en œuvre par GRTgaz pour assurer la valeur du Débit Horaire Maximal mentionnée aux Conditions Particulières, GRTgaz s'engage à notifier au Client les conséquences de ces changements, le plus tôt possible et au plus tard 24 (vingt-quatre) mois avant la prise d'effet de ces nouvelles conditions d'exploitation. GRTgaz propose alors au Client de se rencontrer pour appliquer les dispositions prévues à l'article 9.3 des Conditions Générales.

Le coût éventuel des modifications à apporter au(x) Poste(s) de Livraison est à la charge de GRTgaz. Ces modifications sont prises en compte par voie d'avenant au Contrat. »

- **Article 9.4** Compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les besoins du Client, ajout de précision dans le cas où le client bénéficie d'un DHMT de l'évolution possible à l'issue des 2 ans.

IV.4. Article 14.1 Durée du Contrat

L'utilisation du terme « prolongation » tel qu'envisagé dans le contrat n'est pas conforme à l'esprit des dispositions de l'ordonnance N°2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats ; il est remplacé par le terme « prorogation ».

IV.5. Article 14.10 Cession des droits et obligations

L'article est remplacé par la rédaction suivante afin d'être conforme à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 concernant le droit des contrats :

« Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

La cession doit être constatée par écrit, à peine de nullité.

Chaque Partie consent par avance à ce que l'autre Partie cède ses droits et obligations au titre du Contrat à une société qui lui est liée, sous réserve d'en être informée au préalable et par écrit par courrier recommandé avec accusé de réception. La cession du Contrat produit effet à l'égard de la Partie cédée lorsque le contrat de cession lui est notifié ou lorsqu'elle en prend acte.

Est considéré comme société liée à une autre société, toute société sous le contrôle de ladite société, toute société contrôlant ladite société et toute société sous le contrôle de la même société que ladite société, au sens donné à ces termes par les articles L.233-1 à L.233-4 du code de commerce. »

V. Évolutions de la procédure de raccordement à destination des clients Distributeurs

Les principales évolutions apportées à la procédure de raccordement approuvée par le CRE le 25 avril 2013, portent sur l'intégration des dispositions liées à la remise développement suite à la délibération tarifaire du 15 décembre 2016 et sur une précision quant à l'échéancier type proposé par GRTgaz lorsque le distributeur paie la mise à disposition des ouvrages de raccordement au comptant.

Elle intègre deux modèles de courrier type à fournir par le distributeur pour bénéficier de la remise développement.

Annexe 1 : Ensembles des évolutions contractuelles des Conditions Générales à destination des clients industriels

	Conditions Générales au 1 ^{er} avril 2016	Conditions Générales au 26 juin 2017
Définitions	Débit Horaire Maximal (DHMax) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels que installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMax est visé et défini aux Conditions Particulières et ne peut être modifié sans l'accord écrit des deux Parties. Le Débit Horaire Maximal est supérieur ou égale au dernier besoin exprimé par le Client. Le DHMax est inférieur ou égal ou DHD.	Débit Horaire Maximal (DHMax) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels que installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMax est visé et défini aux Conditions Particulières et ne peut être modifié sans l'accord écrit des deux Parties. Le Débit Horaire Maximal est supérieur ou égale au dernier besoin exprimé par le Client. Le DHMax est inférieur ou égal ou DHD.
	Pas de définition	Débit Horaire Maximal Temporaire (DHMT) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels que installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMT est déterminé à partir de conditions d'exploitation spécifiques du Poste de Livraison. Il est défini pour une période initiale de deux ans précisée aux Conditions Particulières.
	Débit Horaire de Dimensionnement (DHD) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement qui pourrait être théoriquement atteint en installant au niveau du Poste de Livraison le plus gros compteur possible, sans modification de la tuyauterie dudit Poste de Livraison. Le DHD est déterminé lors de la conception des Ouvrages de Raccordement et est toujours supérieur ou égal au débit prévisionnel maximal à 10 ans exprimé par le Client lors de l'expression de besoin. Le DHD est défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval.	Suppression de la notion de DHD
Article 2		Ajout de l'Annexe 6 : Modèle de convention de servitude amiable
4.3.3 Exploitation et Maintenance Courante du (des) Poste(s) de Livraison	Une convention relative à l'accès et aux interventions sur le(s) Poste(s) de Livraison peut compléter le cadre des interventions du Client sur le(s) Poste(s) de Livraison. Elle est jointe aux Conditions Particulières et vaut accord de GRTgaz pour que les représentants ou préposés compétents et formés, désignés par le Client, interviennent sur le(s) Poste(s) de Livraison dans les conditions qu'elle fixe.	Suppression de ce paragraphe car c'est de la responsabilité de l'exploitant d'établir une convention d'exploitation (cf. CP annexe 9)
4.3.6 Modalités d'intervention sur les Ouvrages de Raccordement	Dans le cas où les opérations visées aux paragraphes 4.3.1, 4.3.2, 4.3.4 et 4.3.5 sont susceptibles d'affecter les livraisons de gaz naturel au Client : • GRTgaz s'engage à se concerter avec le Client pour étudier les conditions de réalisation, notamment la programmation indicative desdites opérations, afin de minimiser leurs conséquences sur les livraisons de gaz naturel au Client ; • GRTgaz communique par courrier, mail ou télécopie au Client le plus tôt possible et au moins 2 (deux) mois à l'avance les dates	Dans le cas où les opérations visées aux paragraphes 4.3.1, 4.3.2, 4.3.4 et 4.3.5 sont susceptibles d'affecter les livraisons de gaz naturel au Client : • GRTgaz s'engage à se concerter avec le Client pour étudier les conditions de réalisation, notamment la programmation indicative desdites opérations, afin de minimiser leurs conséquences sur les livraisons de gaz naturel au Client ; • GRTgaz communique par courrier, mail ou télécopie au Client le plus tôt possible et au moins 2 (deux) mois à l'avance les dates prévisionnelles desdites opérations ;

	prévisionnelles desdites opérations ;	
5.2 Droit sur le Terrain	Ajout de ce paragraphe	Dans les cas où, pour réaliser les opérations visées aux l'article 4.1 et 4.3 des Conditions Générales, GRTgaz intervient sur un terrain n'appartenant pas au Client mais étant mis à disposition de GRTgaz par le Client ; ce dernier garantit GRTgaz contre les conséquences pécuniaires de tout recours de tiers ayant pour fondement une atteinte de GRTgaz aux droits dudit tiers à raison des droits consentis.
9.1 Dimensionnement des Ouvrages de Raccordement	Le Débit Horaire de Dimensionnement des Ouvrages de Raccordement est défini aux Conditions Particulières, sur la base de l'expression du besoin du Client.	Suppression de cet article
9.2 Débit Horaire Maximal et Minimal	Ajout de ce paragraphe	Si des changements dans les conditions d'exploitation du Réseau de Transport modifient de façon significative les moyens à mettre en œuvre par GRTgaz pour assurer la valeur du Débit Horaire Maximal mentionnée aux Conditions Particulières, GRTgaz s'engage à notifier au Client les conséquences de ces changements, le plus tôt possible et au plus tard 24 (vingt-quatre) mois avant la prise d'effet de ces nouvelles conditions d'exploitation. GRTgaz propose alors au Client de se rencontrer pour appliquer les dispositions prévues à l'article 9.3 des Conditions Générales. Le coût éventuel des modifications à apporter au(x) Poste(s) de Livraison est à la charge de GRTgaz. Ces modifications sont prises en compte par voie d'avenant au Contrat.
9.3 Compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les besoins du Client	<p>Dans le cas où des nouveaux besoins du Client tel que mentionnées à l'article 9.1 des Conditions Générales induisent un dépassement du Débit Horaire Maximal d'Ouvrages de Raccordement, les Parties se rencontrent afin de trouver une solution durable.</p> <p>Les Parties peuvent alors retenir l'une des trois solutions suivantes pour assurer la compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les besoins du Client :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation temporaire de la valeur du Débit Horaire Maximal (Débit Horaire Maximal Temporaire) • une modification partielle des Ouvrages de Raccordement (conduisant à une nouvelle valeur du Débit Horaire Maximal des Ouvrages de Raccordement) si les nouveaux besoins du Client en termes de DHMax sont inférieurs au DHD. • un remplacement complet du Poste de Livraison ou des Ouvrages de Raccordement si les nouveaux besoins du Client en terme de DHMax sont supérieurs au DHD. 	<p>Dans le cas où des nouveaux besoins du Client tel que mentionnées à l'article 9.1 des Conditions Générales induisent un dépassement du Débit Horaire Maximal d'Ouvrages de Raccordement, les Parties se rencontrent afin de trouver une solution durable.</p> <p>Les Parties peuvent alors retenir l'une des trois solutions suivantes pour assurer la compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les besoins du Client :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation temporaire de la valeur du Débit Horaire Maximal (correspondant au Débit Horaire Maximal Temporaire). A l'issue de cette période, si GRTgaz n'est pas en mesure de reconduire cette augmentation temporaire alors les Parties se rencontrent pour convenir de la solution la plus adaptée à mettre en place pour répondre au besoin du Client. • une modification partielle des Ouvrages de Raccordement (conduisant à une nouvelle valeur du Débit Horaire Maximal des Ouvrages de Raccordement) si les nouveaux besoins du Client en termes de DHMax sont inférieurs au DHD. • un remplacement complet du Poste de Livraison ou des Ouvrages de Raccordement si les nouveaux besoins du Client en terme de DHMax sont supérieurs au DHD.

9.4 Dépassement du Débit Horaire Maximal et Minimal	<p>Si les débits horaires enlevés par le Client en un Point Physique de Livraison sont durablement ou régulièrement supérieurs au Débit Horaire Maximal ou inférieurs au Débit Horaire Minimal pour ledit Point Physique de Livraison, GRTgaz en avertit le Client par courrier recommandé avec accusé de réception.</p>	<p>Si les débits horaires enlevés par le Client en un Point Physique de Livraison sont durablement ou régulièrement supérieurs au Débit Horaire Maximal ou inférieurs au Débit Horaire Minimal pour ledit Point Physique de Livraison, GRTgaz en avertit le Client par courrier recommandé avec accusé de réception. Les Parties s'engagent à se concerter pour l'application des dispositions de l'article 9.3 des Conditions Générales.</p>
12.1 Durée du contrat	<p>Sauf stipulation expresse contraire des Conditions Particulières, la date d'entrée en vigueur du Contrat est la date de signature par les Parties, et la réception concomitante le cas échéant par GRTgaz de la garantie de paiement. La durée du Contrat est de 10 (dix) ans sauf résiliation anticipée.</p> <p>À la date d'échéance indiquée aux Conditions Particulières, puis à l'issue de chaque année de prolongation le cas échéant, le Contrat est automatiquement prolongé d'une année, sauf dénonciation du Client moyennant un préavis de 3 (trois) mois ou de GRTgaz moyennant un préavis de 12 (douze) mois.</p> <p>Les réductions ou interruptions éventuelles de livraison sont sans effet sur la durée d'expiration du Contrat.</p>	<p>Sauf stipulation expresse contraire des Conditions Particulières, la date d'entrée en vigueur du Contrat est la date de signature par les Parties, et la réception concomitante le cas échéant par GRTgaz de la garantie de paiement. La durée du Contrat est de 10 (dix) ans sauf résiliation anticipée.</p> <p>À la date d'échéance indiquée aux Conditions Particulières, puis à l'issue de chaque année de prolongation prorogation le cas échéant, le Contrat est automatiquement prolongé prorogé d'une année, sauf dénonciation du Client moyennant un préavis de 3 (trois) mois ou de GRTgaz moyennant un préavis de 12 (douze) mois.</p> <p>Les réductions ou interruptions éventuelles de livraison sont sans effet sur la durée d'expiration du Contrat.</p> <p>La résiliation ou l'expiration du Contrat ne libère aucunement les Parties des obligations ayant pu naître avant ladite résiliation ou expiration et ne met pas fin aux stipulations du Contrat qui par nature doivent perdurer (comme notamment les obligations visées aux articles « Responsabilité et assurances », « Confidentialité »).</p>
12.2.1 Résiliation pour manquements	<p>Modification du paragraphe</p>	<p>En cas de manquements graves ou répétés de l'une des Parties à ses obligations au titre du Contrat, et sous réserve que l'autre Partie lui ait notifié par écrit (lettre ou télécopie) chacun de ces manquements dans un délai d'1 (un) mois après sa survenance, ladite autre Partie peut résilier unilatéralement le Contrat, après mise en demeure de remédier audit manquement adressée à la Partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse pendant un délai d'1 (un) mois et moyennant un préavis d'un mois. Cette mise en demeure mentionne expressément la présente clause « Résiliation pour manquements ». La résiliation du Contrat intervient de plein droit et sans formalité judiciaire d'aucune sorte. Elle ne donne lieu au paiement d'aucune, sans indemnité de part et d'autre et intervient ni formalité judiciaire d'aucune sorte, et sans préjudice de l'application des clauses prévues au Contrat pour lesdits manquements</p>
12.2.2 Effet de la résiliation	<p>Ce paragraphe est intégré au 12.2.1 Résiliation pour manquements</p>	<p>La résiliation ou l'expiration du Contrat ne libère aucunement les Parties des obligations ayant pu naître avant ladite résiliation ou expiration et ne met pas fin aux stipulations du Contrat qui par nature doivent perdurer (comme notamment les obligations visées aux articles 12.8 et article 14).</p>

12.10 Cession des droits et obligations	<p>Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. L'autre Partie ne peut s'y opposer que pour de justes motifs. Par dérogation à ce qui précède, chaque Partie peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat à une société qui lui est liée après notification écrite adressée à l'autre Partie par courrier recommandé avec accusé de réception. Est considéré comme société liée à une autre société, toute société sous le contrôle de ladite société, toute société contrôlant ladite société et toute société sous le contrôle de la même société que ladite société, au sens donné à ces termes par les articles L 233-1 à L 233-4 du code du commerce.</p>	<p>Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. La cession doit être constatée par écrit, à peine de nullité. Chaque Partie consent par avance à ce que l'autre Partie cède ses droits et obligations au titre du Contrat à une société qui lui est liée, sous réserve d'en être informée au préalable et par écrit par courrier recommandé avec accusé de réception. La cession du Contrat produit effet à l'égard de la Partie cédée lorsque le contrat de cession lui est notifié ou lorsqu'elle en prend acte. Est considéré comme société liée à une autre société, toute société sous le contrôle de ladite société, toute société contrôlant ladite société et toute société sous le contrôle de la même société que ladite société, au sens donné à ces termes par les articles L.233-1 à L.233-4 du code de commerce.</p>
--	--	--

Annexe 2 : Ensembles des évolutions contractuelles des Conditions Générales à destination des Distributeurs

	Conditions Générales au 5 ^{er} janvier 2017	Conditions Générales au 26 juin 2017
Définitions	<p>Débit Horaire Maximal (DHMax) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels que installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMax est visé et défini aux Conditions Particulières et ne peut être modifié sans l'accord écrit des deux Parties. Le débit pourra être exprimé en (n)m³/h à partir du PCS validé aux Conditions Particulières Le DHMax est inférieur ou égal ou DHD.</p>	<p>Débit Horaire Maximal (DHMax) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels que installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMax est visé et défini aux Conditions Particulières et ne peut être modifié sans l'accord écrit des deux Parties. Le débit pourra être exprimé en (n)m³/h à partir du PCS validé aux Conditions Particulières. Le DHMax est inférieur ou égal ou DHD.</p>
	<p>Débit Horaire Maximal Temporaire (DHMT) : augmentation temporaire de la valeur du Débit Horaire Maximal, convenu momentanément pour une période déterminée, par exemple au vu de la pression disponible en amont du poste à court terme</p>	<p>Débit Horaire Maximal Temporaire (DHMT) : augmentation temporaire de la valeur du Débit Horaire Maximal, convenu momentanément pour une période déterminée, par exemple au vu de la pression disponible en amont du poste à court terme</p> <p>Débit Horaire Maximal Temporaire (DHMT) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement tels que installés, exprimé en MWh (PCS) par heure et défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval. Le DHMT est déterminé à partir de conditions d'exploitation spécifiques du Poste de Livraison. Il est défini pour une période initiale de deux ans précisée aux Conditions Particulières. Le débit pourra être exprimé en (n)m³/h à partir du PCS validé aux Conditions Particulières.</p>
	<p>Débit Horaire de Dimensionnement (DHD) : débit en énergie correspondant à la capacité maximale des Ouvrages de Raccordement qui pourrait être théoriquement atteint en installant au niveau du Poste de Livraison le plus gros compteur possible, sans modification de la tuyauterie dudit Poste de Livraison. Le DHD est déterminé lors de la conception des Ouvrages de Raccordement et est toujours supérieur ou égal au débit prévisionnel maximal à 10 ans exprimé par le Client lors de l'expression</p>	<p>Suppression de la notion de DHD</p>

	de Le DHD est défini à l'interface entre les Ouvrages de Raccordement et les Ouvrages Aval.	
Article 2	Article 2 : Objet du Contrat et pièces constitutives	Article 2 : Objet du Contrat et pièces constitutives constitution Ajout de l'annexe 14 : Modèle de convention amiable de servitude.
4.7.3 Exploitation et Maintenance Courante du (des) Poste(s) de Livraison	Une convention relative à l'accès et aux interventions sur le(s) Poste(s) de Livraison peut compléter le cadre des interventions du Client sur le(s) Poste(s) de Livraison. Elle est jointe aux Conditions Particulières et vaut accord de GRTgaz pour que les représentants ou préposés compétents et formés, désignés par le Client, interviennent sur le(s) Poste(s) de Livraison dans les conditions qu'elle fixe.	Suppression de ce paragraphe car c'est de la responsabilité de l'exploitant d'établir une convention d'exploitation (cf. CP annexe 9)
4.7.7 Modalités d'intervention sur les Ouvrages de Raccordement	<ul style="list-style-type: none"> le Transporteur communique au Distributeur par courrier, mail ou télécopie le plus tôt possible et au plus tard deux (2) mois à l'avance les dates prévisionnelles desdites opérations ; 	<ul style="list-style-type: none"> le Transporteur communique au Distributeur par courrier, mail ou télécopie le plus tôt possible et au plus tard deux (2) mois à l'avance les dates prévisionnelles desdites opérations ;
5.1 Droit sur le Terrain	<ul style="list-style-type: none"> Le Distributeur consent au Transporteur les droits sur ledit terrain nécessaires à la réalisation, l'exploitation et à la maintenance des Ouvrages de Raccordement ; en particulier, si le tracé du (des) Branchement(s) emprunte le terrain du Distributeur. Les Parties signent une convention amiable de servitude à titre gracieux pour préciser les modalités de cet emprunt ; ladite convention amiable est jointe aux Conditions Particulières. 	<ul style="list-style-type: none"> Dans Le Distributeur consent au Transporteur les droits sur ledit terrain nécessaires à la réalisation, l'exploitation et à la maintenance des Ouvrages de Raccordement ; en particulier, si le tracé du (des) Branchement(s) emprunte le terrain du Distributeur. Les Parties signent une convention amiable de servitude à titre gracieux pour préciser les modalités de cet emprunt ; ladite convention amiable est jointe aux Conditions Particulières. L'annexe 14 de la Procédure raccordement Distributeurs précise le format type de cette convention de servitude amiable.
9.1 Dimensionnement des Ouvrages de Raccordement	<p>Le Débit Horaire de Dimensionnement des Ouvrages de Raccordement est défini aux Conditions Particulières, sur la base de l'expression du besoin du distributeur.</p> <p>Lors du remplacement complet d'un Poste de Livraison existant, le besoin en débit à des horizons de cinq (5) et dix (10) ans (et à terme le cas échéant) est défini par le Distributeur. Le dimensionnement du nouveau Poste de Livraison est effectué par le Transporteur à partir de ces éléments.</p> <p>Suite au remplacement complet d'un Poste de Livraison, le nouveau Débit Horaire de dimensionnement des Ouvrages de Raccordement est compatible avec les débits prévus par le Distributeur à dix (10) ans, et sa nouvelle valeur</p>	<p>Le Débit Horaire de Dimensionnement des Ouvrages de Raccordement est défini aux Conditions Particulières, sur la base de l'expression du besoin du distributeur.</p> <p>Lors du remplacement complet d'un Poste de Livraison existant, le besoin en débit à des horizons de cinq (5) et dix (10) ans (et à terme le cas échéant) est défini par le Distributeur. Le dimensionnement du nouveau Poste de Livraison est effectué par le Transporteur à partir de ces éléments.</p> <p>Suite au remplacement complet d'un Poste de Livraison, le nouveau Débit Horaire de dimensionnement maximal des Ouvrages de Raccordement est compatible avec les débits prévus par le Distributeur à dix (10) ans, et sa</p>

	est reportée dans les Conditions Particulières.	nouvelle valeur est reportée dans les Conditions Particulières.
9.2 Débit Horaire Maximal et Minimal	Ajout de ce paragraphe	<p>Si des changements dans les conditions d'exploitation du Réseau de Transport modifient de façon significative les moyens à mettre en œuvre par GRTgaz pour assurer la valeur du Débit Horaire Maximal mentionnée aux Conditions Particulières, GRTgaz s'engage à notifier au Client les conséquences de ces changements, le plus tôt possible et au plus tard 24 (vingt-quatre) mois avant la prise d'effet de ces nouvelles conditions d'exploitation.</p> <p>GRTgaz propose alors au Client de se rencontrer pour appliquer les dispositions prévues à l'article 9.3 des Conditions Générales.</p> <p>Le coût éventuel des modifications à apporter au(x) Poste(s) de Livraison est à la charge de GRTgaz. Ces modifications sont prises en compte par voie d'avenant au Contrat.</p>
9.4 Compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les besoins du Client	<p>Dans le cas où les prévisions de débit mentionnées à l'article Erreur ! Source du renvoi introuvable. des Conditions Générales induisent un dépassement du Débit Horaire Maximal d'Ouvrages de Raccordement, les Parties se rencontrent.</p> <p>. Les Parties peuvent alors retenir l'une des quatre solutions suivantes pour assurer la compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les prévisions de débit :</p> <ul style="list-style-type: none"> une modification de la répartition des débits entre des Postes de Livraison regroupés. une augmentation temporaire de la valeur du Débit Horaire Maximal (Débit Horaire Maximal Temporaire) une modification partielle des Ouvrages de Raccordement (conduisant à une nouvelle valeur du Débit Horaire Maximal des Ouvrages de Raccordement) si les prévisions de débits sont inférieures au DHD un remplacement complet du Poste de Livraison ou des Ouvrages de Raccordement si les prévisions de débit sont supérieures au DHD. 	<p>Dans le cas où les prévisions de débit mentionnées à l'article Erreur ! Source du renvoi introuvable. des Conditions Générales induisent un dépassement du Débit Horaire Maximal d'Ouvrages de Raccordement, les Parties se rencontrent concertent.</p> <p>Les Parties peuvent alors retenir l'une des quatre solutions suivantes pour assurer la compatibilité des Ouvrages de Raccordement avec les prévisions de débit :</p> <ul style="list-style-type: none"> une modification de la répartition des débits entre des Postes de Livraison regroupés. une augmentation temporaire de la valeur du Débit Horaire Maximal (correspondant au Débit Horaire Maximal Temporaire). A l'issue de cette période, si le Transporteur n'est pas en mesure de reconduire cette augmentation temporaire alors les Parties se rencontrent pour convenir de la solution la plus adaptée à mettre en place pour répondre au besoin du Distributeur. une modification partielle des Ouvrages de Raccordement (conduisant à une nouvelle valeur du Débit Horaire Maximal des Ouvrages de Raccordement) si les nouveaux besoins du débits sont inférieurs au DHD. un remplacement complet du Poste de Livraison ou des Ouvrages de Raccordement si les nouveaux besoins du Distributeur sont supérieurs au DHD.
9.5 Dépassement du Débit Horaire Maximal et Minimal	<p>Si les débits horaires enlevés par le Distributeur sont supérieurs, en un Point Physique de Livraison, au Débit Horaire Maximal tel que défini aux Conditions Particulières, le Transporteur est délié de ses obligations au titre du Contrat, dans la limite des effets de cet événement sur lesdites obligations, et sous réserve que le Transporteur ne soit pas responsable lui-même de ce dépassement du Débit Horaire Maximal (notamment non-respect de ses obligations au titre de l'article Erreur ! Source du renvoi introuvable. des Conditions Générales).</p>	<p>Si les débits horaires enlevés par le Distributeur sont supérieurs, en un Point Physique de Livraison, au Débit Horaire Maximal tel que défini aux Conditions Particulières, le Transporteur est délié de ses obligations au titre du Contrat, dans la limite des effets de cet événement sur lesdites obligations, et sous réserve que le Transporteur ne soit pas responsable lui-même de ce dépassement du Débit Horaire Maximal (notamment non-respect de ses obligations au titre de l'article Erreur ! Source du renvoi introuvable. des Conditions Générales).</p> <p>Les Parties s'engagent à se concerter pour l'application des dispositions de l'article 9.3 des Conditions Générales.</p>

<p>14.1 Durée du contrat</p>	<p>Sauf stipulation expresse contraire des Conditions Particulières, la date d'entrée en vigueur est la date de signature par les Parties, et la réception concomitante le cas échéant par le Transporteur de la garantie de paiement. La durée du Contrat est de 10 (dix) ans sauf résiliation anticipée.</p> <p>À la date d'échéance indiquée aux Conditions Particulières, puis à l'issue de chaque année de prolongation le cas échéant, le Contrat est automatiquement prolongé d'une année, sauf dénonciation du Distributeur moyennant un préavis de 3 (trois) mois ou du Transporteur moyennant un préavis de 12 (douze) mois.</p> <p>Les réductions ou interruptions éventuelles de livraison sont sans effet sur la durée d'expiration du Contrat.</p>	<p>Sauf stipulation expresse contraire des Conditions Particulières, la date d'entrée en vigueur du Contrat est la date de signature par les Parties, et la réception concomitante le cas échéant par le Transporteur de la garantie de paiement et le cas échéant la plus tardive des deux. La durée du Contrat est de 10 (dix) ans sauf résiliation anticipée.</p> <p>À la date d'échéance indiquée aux Conditions Particulières, puis à l'issue de chaque année de prolongation prorogation le cas échéant, le Contrat est automatiquement prolongé prorogé d'une année, sauf dénonciation du Distributeur moyennant un préavis de 3 (trois) mois ou du Transporteur moyennant un préavis de 12 (douze) mois.</p> <p>Les réductions ou interruptions éventuelles de livraison sont sans effet sur la durée d'expiration du Contrat.</p> <p>La résiliation ou l'expiration du Contrat ne libère aucunement les Parties des obligations ayant pu naître avant ladite résiliation ou expiration et ne met pas fin aux stipulations du Contrat qui par nature doivent perdurer (comme notamment les obligations visées aux articles « Responsabilité et assurances », « Confidentialité »).</p>
<p>14.2.1 Résiliation pour manquements</p>	<p>Modification du paragraphe</p>	<p>En cas de manquements graves ou répétés de l'une des Parties à ses obligations au titre du Contrat, et sous réserve que l'autre Partie lui ait notifié par écrit (lettre ou télécopie) chacun de ces manquements dans un délai d'1 (un) mois après sa survenance, ladite autre Partie peut résilier unilatéralement le Contrat, après mise en demeure de remédier audit manquement adressée à la Partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse pendant un délai d'1 (un) mois. et moyennant un préavis d'un mois. Cette mise en demeure mentionne expressément la présente clause « Résiliation pour manquements ».</p> <p>La résiliation du Contrat intervient de plein droit et sans formalité judiciaire d'aucune sorte. Elle ne donne lieu au paiement d'aucune, sans indemnité de part et d'autre et intervient ni formalité judiciaire d'aucune sorte, et sans préjudice de l'application des clauses prévues au Contrat pour lesdits manquements</p>
<p>14.2.2 Effet de la résiliation</p>	<p>Ce paragraphe est intégré au 14.2.1 Résiliation pour manquements</p>	<p>La résiliation ou l'expiration du Contrat ne libère aucunement les Parties des obligations ayant pu naître avant ladite résiliation ou expiration et ne met pas fin aux stipulations du Contrat qui par nature doivent perdurer (comme notamment les obligations visées aux articles 12.8 et article 14).</p>
<p>14.5.2 Autres évolutions</p>	<p>soumettront le différend à la juridiction compétente conformément à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable. des Conditions Générales. En tout état de cause et par dérogation aux termes de l'article 1195 du code civil, chaque Partie pourra résilier le Contrat sans préavis ni indemnité en cas de déséquilibre ou remise en cause de ses droits, justifié dans le cadre de l'application du Contrat.</p>	<p>soumettront le différend à la juridiction compétente conformément à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable. des Conditions Générales. En tout état de cause et par dérogation aux termes de l'article 1195 du code civil, chaque Partie pourra résilier le Contrat sans préavis ni indemnité en cas de déséquilibre ou remise en cause de ses droits, justifié dans le cadre de l'application du Contrat.</p>

<p>14.10 Cession des droits et obligations</p>	<p>Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. L'autre Partie ne peut s'y opposer que pour de justes motifs. Par dérogation à ce qui précède, chaque Partie peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat à une société qui lui est liée après notification écrite adressée à l'autre Partie par courrier recommandé avec accusé de réception. Est considéré comme société liée à une autre société, toute société sous le contrôle de ladite société, toute société contrôlant ladite société et toute société sous le contrôle de la même société que ladite société, au sens donné à ces termes par les articles L 233-1 à L 233-4 du code du commerce.</p>	<p>Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.</p> <p>La cession doit être constatée par écrit, à peine de nullité.</p> <p>Chaque Partie consent par avance à ce que l'autre Partie cède ses droits et obligations au titre du Contrat à une société qui lui est liée, sous réserve d'en être informée au préalable et par écrit par courrier recommandé avec accusé de réception. La cession du Contrat produit effet à l'égard de la Partie cédée lorsque le contrat de cession lui est notifié ou lorsqu'elle en prend acte.</p> <p>Est considéré comme société liée à une autre société, toute société sous le contrôle de ladite société, toute société contrôlant ladite société et toute société sous le contrôle de la même société que ladite société, au sens donné à ces termes par les articles L.233-1 à L.233-4 du code de commerce.</p>
---	--	---